

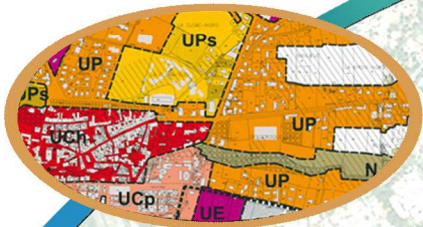


DEPARTEMENT DE LA GIRONDE

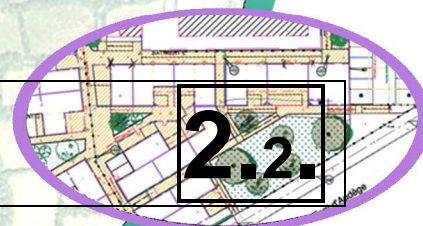
COMMUNE DE PAUILLAC

Dossier de Consultation des Entreprises

**Travaux d'aménagement VRD
« Rues Aristide Briand, Pasteur et Franklin »**



C.C.A.P.



MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Maître de l'ouvrage

Commune de PAUILLAC

Objet du marché

Travaux d'aménagement VRD
« Rues Aristide Briand, Pasteur et Franklin »

Remise des offres

Date limite de réception : 12/07/2018

Heure limite de réception : 17h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.	5
1-1. OBJET DU MARCHÉ - DOMICILE DU TITULAIRE.	5
1-2. DÉCOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS.	5
1-3. TRAVAUX INTERESSANT LA DÉFENSE - OBLIGATION DE DISCRETION.	5
1-4. CONTRÔLE DES PRIX DE REVIENT.	5
1-5. MAÎTRISE D'ŒUVRE.	5
1-6. CONTRÔLES TECHNIQUES.	5
1-7. COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ SPS.	5
1-8. COORDINATION OPC.	6
1-9. VARIANTES.	6
1-10. ACTIONS D'INSERTION.	6
ARTICLE 2 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.	6
A - PIÈCES PARTICULIÈRES :	6
B - PIÈCES GÉNÉRALES :	6
ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÉGLEMENT DES COMPTES.	8
3-1. RÉPARTITION DES PAIEMENTS.	8
3-2. TRANCHE CONDITIONNELLE.	8
3-3. CONTENU DES PRIX - MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN RÉGIE.	8
3-4. VARIATION DANS LES PRIX.	9
3-5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS.	10
ARTICLE 4 : DÉLAIS D'EXÉCUTION - PÉNALITÉS ET PRIMES.	11
4-1. DÉLAIS D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.	11
4-2. PROLONGATION DES DÉLAIS D'EXÉCUTION.	11
4-3. PÉNALITÉS POUR RETARD - PRIMES POUR AVANCE.	11
4-4. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.	11
4-5. DÉLAIS ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRÈS EXÉCUTION.	11
4-6. PÉNALITÉS DIVERSES.	11
ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.	12
5-1. CAUTIONNEMENT.	12
5-2. RETENUE DE GARANTIE.	12
5-3. AVANCE.	12
ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.	12
6-1. PROVENANCE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.	12
6-2. MISE À DISPOSITION DE CARRIÈRES OU LIEUX D'EMPRUNT.	13
6-3. CARACTÉRISTIQUES, QUALITÉS, VÉRIFICATIONS, ESSAIS ET ÉPREUVES DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.	13
6-4. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAÎTRE DE L'OUVRAGE.	13
ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.	13
7-1. PIQUETAGE GÉNÉRAL.	13
7-2. PIQUETAGE SPÉCIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES.	13
ARTICLE 8 : PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.	14
8-1. PÉRIODE DE PRÉPARATION - PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.	14
8-2. PLANS D'EXÉCUTION - NOTES DE CALCULS - ÉTUDES DE DÉTAIL.	14
8-3. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.	14
8-4. ORGANISATION, HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES CHANTIERS.	15
8-5. SUJÉTIONS RESULTANT.	15

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	15
9-1. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.	15
9-2. RECEPTION.	16
9-3. PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIE D'OUVRAGE.	16
9-4. MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES.	16
9-5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION.....	16
9-6. DELAI DE GARANTIE.	16
9-7. GARANTIES PARTICULIERES.....	16
9-8. ASSURANCES.....	17
ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.	17

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES.

1-1. *Objet du marché - Domicile du titulaire.*

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux d'aménagement VRD « Rues Aristide Briand, Pasteur et Franklin » sur la commune de PAUILLAC.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par le titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la :

Mairie de PAUILLAC

jusqu'à ce que le titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1-2. *Décomposition en tranches et en lots.*

Le marché est composé d'un seul lot et d'une seule tranche de travaux.

1-3. *Travaux intéressant la défense - Obligation de discrétion.*

Sans objet.

1-4. *Contrôle des prix de revient.*

Sans objet.

1-5. *Maîtrise d'œuvre.*

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

la SCOP ARL B.E.R.C.A.T.
1, Rue André Messager, 33400 TALENCE

1-6. *Contrôles techniques.*

Sans objet.

1-7. *Coordination Sécurité et Protection de la Santé SPS.*

Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application.

1-8 Coordination OPC.

la SCOP ARL B.E.R.C.A.T.
1, Rue André Messenger, 33400 TALENCE

1-9. Variantes.

Les variantes ne seront pas autorisées.

1-10. Actions d'insertion.

Sans objet.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

A - Pièces particulières :

- Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi, assorti des documents ci-après :
 - Plan de situation ;
 - Plan de masse ;
 - Plan de nivellement ;
 - Plan du réseau EP ;
 - DPGF ;
 - La Charte Chantier Propre ;
 - Déclaration à souscrire du candidat.

B - Pièces générales :

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix :

- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux (arrêté du 8 septembre 2009, ainsi que l'ensemble des textes de références qui l'ont modifié) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux dans leurs différentes annexes génie civil et bâtiment ainsi que les spécifications techniques approuvées par arrêtés ministériels applicables aux matériels et prestations faisant l'objet du marché ;
- les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du ministère de l'équipement ou des services du ministère de l'Agriculture ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation.
- La Charte Nationale de qualité de pose des réseaux de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne.

Les normes relatives aux travaux, à la fourniture, à la fabrication et à la mise en œuvre des matériaux seront, sauf spécifications contraires figurant au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, celles du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux publics (ou celles du Cahier des Prescriptions Communes pour les fascicules non modifiés) et plus spécialement celles précisées :

- Fascicule n°2 « Terrassements généraux », modifié par l'arrêté du 03 janvier 2003 » ;
- Fascicule n°3 « Fourniture de liants hydrauliques », rendu obligatoire par décret n° 96-420 du 10 mai 1996 » ;
- Fascicule n°23 « Fournitures de granulats employés à la construction et à l'entretien des chaussées », rendu obligatoire par décret n°98-28 du 8 janvier 1998 » ;
- Fascicule n°24 « Fournitures de liants bitumineux pour la construction et l'entretien des chaussées », modifié par l'arrêté du 25 août 2004 » ;
- Fascicule n°25 « Exécution des corps de chaussées », rendu obligatoire par décret n° 96-420 du 10 mai 1996 » ;
- Fascicule n°27 « Fabrication et mise en œuvre des enrobés hydrocarbonés », rendu obligatoire par décret n° 96-420 du 10 mai 1996 » ;
- Fascicule n°28 « Chaussées en béton de ciment », par arrêté du 03 janvier 2003 » ;
- Fascicule n°30 : transports par route de matériaux destinés à la construction et à l'entretien des chaussées et de leurs accessoires ;
- Fascicule n°31 « Bordures et caniveaux en pierre naturelle ou en béton et dispositif de retenue en béton », rendu obligatoire par décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 » ;
- Fascicule n°32 : construction des trottoirs ;
- Fascicule n°35 « Travaux espaces verts, d'aires de sports et de loisirs, rendu obligatoire par décret n°99-98 du 15 février 1999 » ;
- Fascicule n°36 « Réseaux d'éclairage public », rendu obligatoire par décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 » ;
- Fascicule n°63 « Exécution et mise en œuvres des bétons non armés, confection des mortiers », rendu obligatoire par décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 » ;
- Fascicule n°64 « Travaux de maçonnerie d'ouvrages de génie civil », rendu obligatoire par décret n° 93-1164 du 11 octobre 1993 » ;
- Fascicule n°65 B « Exécution des ouvrages de génie civil en béton armé ou précontraint », rendu obligatoire par décret n° 2000-524 du 15 juin 2000 » ;
- Fascicule n°69 « Travaux en souterrain » ;

- Fascicule n°70 « Ouvrages d'assainissement », modifié par la circulaire du 24 octobre 2003 » ;
- Fascicule n°71 « Fournitures et pose des conduites d'adduction et de distribution d'eau », modifié par l'arrêté du 03 janvier 2003 » ;
- Fascicule n°73 « Equipement hydraulique, mécanique et électrique des stations de pompage d'eaux » ;
- Fascicule n°81 Titre 1^{er} « Construction d'installation de pompage pour le relèvement ou le refoulement des eaux usées domestiques, d'effluents industriels ou d'eaux de ruissellement ou de surface » ;
- Fascicule n°81 Titre 2^{ième} « Conception et exécution d'installations d'épuration d'eaux usées ».

ARTICLE 3 : PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.

3-1. Répartition des paiements.

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants.
- l'entrepreneur mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

3-2. Tranche conditionnelle.

Sans objet

3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie.

3-3-1. Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement.

3-3-2. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- par application des prix forfaitaires dont le libellé est donné dans le DPGF.

3-3-3. Les projets de décompte et d'acompte mensuels, décompte final seront présentés conformément au DPGF en indiquant les quantités mises en œuvre pour les prix unitaires et les pourcentages de réalisation pour les prix forfaitaires.

Toutes les demandes de paiement seront adressées directement à l'adresse suivante :

SCOP ARL BERCAT
1 Rue André Messager
33400 TALENCE
laurent.rocco@bercat.fr

Les factures transmises à la mairie sans être validées par le maître d'œuvre en amont ne seront pas valables.

Le délai de règlement à compter de la réception du décompte mensuel par le Maître d'œuvre est de 30 jours.

3-3-4. Approvisionnements.

Néant.

3-4. Variation dans les prix.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-4-1. Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées au 3.4.3, 3.4.4 et 3.4.5.

3-4-2. Mois d'établissement des prix du marché.

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent C.C.A.P., soit **Juin 2018**.

Ce mois est appelé "mois zéro".

3-4-3. Choix de l'index de référence.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Définition
TP01	Index Général Tous travaux

- publié au Bulletin Officiel du Service des prix et au Moniteur des travaux publics pour l'index T.P.

3-4-4. Modalités de révision des prix.

Sans objet.

3-4-5. Modalité d'actualisation des prix fermes.

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché du lot considéré d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0$$

Dans laquelle I_0 et $I(d - 3)$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois $(d - 3)$ par l'index de référence I du marché considéré sous réserve que le mois "d" du délai contractuel du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.

3-4-6. Application de la taxe à la valeur ajoutée.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors T.V.A.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

3-4-7. Actualisation des frais de coordination.

Sans Objet.

3-4-8. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation ou une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation ou révision avant l'actualisation ou la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

3-5. Paiement des cotraitants et des sous-traitants.

3-5-1. Désignation des sous-traitants en cours de marché.

L'avenant ou l'acte spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue à l'article 3.6 du C.C.A.G.

Il indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- les renseignements mentionnés à l'article 3.6 du C.C.A.G. ;
- le compte à créditer.

3-5-2. Modalités de paiement direct par virements.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 4 : DELAIS D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES.

4-1. Délais d'exécution des travaux.

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution.

Par dérogation au second alinéa de l'article 19.2.3 du C.C.A.G., si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou d'autres phénomènes naturels s'avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d'œuvre peut prescrire l'arrêt momentané des travaux ou l'autoriser sur la proposition de l'entrepreneur et le délai d'exécution est prolongé d'autant.

En cas de mauvaise organisation de la part de l'entrepreneur pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation de l'entrepreneur, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

4-3. Pénalités pour retard - Primes pour avance.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG Travaux (arrêté du 3 mars 2014), si le délai de réalisation des travaux est dépassé, le titulaire encourt par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 300 €.

Réunions de chantiers : En cas de retard abusif constaté ou d'absence non motivée au rendez-vous de chantier, le maître d'ouvrage pourra appliquer sur le décompte HT une retenue sur simple constatation :

- Par retard de plus d'un quart d'heure : 50 € HT ;
- Par absence non excusée, par avance : 100 € HT.

4-4. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.

Les stipulations du C.C.A.G. sont seules applicables.

4-5. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution.

En cas de non remise des documents indiqués à l'article 9-5 dans les 15 jours qui suivent la date de réception des travaux, une pénalité de 100 € par jour sera appliquée, dans les conditions stipulées à l'article 20.5 du C.C.A.G. sur les sommes dues au titulaire.

4-6. Pénalités diverses.

Sans objet.

ARTICLE 5 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.

5-1. Cautionnement.

Sans objet.

5-2. Retenue de garantie.

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Conformément à l'article 61 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et à l'article 123 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. En cas d'acceptation de l'avance forfaitaire, il est nécessaire de faire également une demande de garantie à première demande sur le montant de l'avance forfaitaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité de substituer, pendant toute la durée du marché, une garantie à 1^{ère} demande ou une caution personnelle et solidaire, à la retenue de garantie, pour le montant total du marché y compris les avenants. La retenue de garantie est alors restituée.

5-3. Avance

Conformément aux articles 110 à 113 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, une avance est versée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si la durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations qu'il a exécutées atteint 65 % du montant initial du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

ARTICLE 6 : PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.

6-3-1. Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leur vérification, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

6-3-2. Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de sous-traitants et fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

6-3-3. Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par le titulaire, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau ou en dépenses contrôlées ;
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par l'entrepreneur sans majorer pour autant le marché.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7 : IMPLANTATION DES OUVRAGES.

7-1. Piquetage général.

Conformément à l'article 27.2.3 du C.C.A.G., le piquetage général est effectué contrairement, avec le degré de précision indiqué au C.C.T.P. avant le commencement des travaux.

7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué, en même temps que le piquetage général.

Lorsque le piquetage spécial concerne les canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques ou autres, l'entrepreneur doit dix jours au moins avant le début des travaux prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles.

ARTICLE 8 : PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.

Il est fixé une période de préparation. Elle est comprise dans le délai d'exécution.

Elle est lancée et suspendue par des OS spécifiques.

Sa durée est de 15 jours maximum à compter du début de ce délai.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- par les soins du titulaire :

- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, dans le délai de 15 jours à compter du début de cette période. Il est accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du maître d'œuvre ;
- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 8-2 ci-après ;
- accord des exploitants des réseaux comme précisé à l'article 7-2 ;
- établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé prévu par la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 après inspection commune organisée par le coordonnateur. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants). L'absence de remise au coordonnateur du Plan Particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux. Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du coordonnateur.

8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Études de détail.

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le titulaire et soumis au visa du maître d'œuvre.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 20 jours après leur réception.

8-3. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

8-4. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers.

8-4-1. Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- un bureau pour le maître d'œuvre et le coordonnateur Hygiène et Sécurité, cette construction étant éclairée et équipée d'un téléphone.

8-4-2. Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire :

- Coordination en matière de sécurité et de Protection de la Santé.

L'entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour respecter ses obligations en matière de sécurité et de protection de la santé.

- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

- Locaux pour le personnel.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

8-4-3. En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du C.C.A.G. qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

- Les voies publiques utilisées par les camions de terrassement devront être maintenues en parfait état de propreté. Le poids total en charge des camions de terrassement ne devra pas dépasser les normes en vigueur.
- Le respect impératif des itinéraires spéciaux imposés par les services de circulation.
- d'une manière plus générale, avant tout emprunt d'une voie publique, le titulaire se rapprochera des services gestionnaires du réseau routier (Etat, Département, Communes).

8-5. Sujétions résultant.

Sans objet.

ARTICLE 9 : CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.

9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.

9-1-1. Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont exécutés par :

- Un bureau de contrôle géotechnique missionné par le maître d'ouvrage.
- Un bureau de contrôle télévisuel et d'étanchéité des canalisations missionné par le Maître d'ouvrage.

Les dispositions du 4 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

9-1-2. Le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils sont supportés financièrement par ce dernier.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par l'entrepreneur sans pour autant modifier le montant du marché.

9-2. Réception.

La réception de l'ensemble des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies au C.C.T.P.

Le délai maximal dans lequel le Maître d'Oeuvre doit procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à vingt jours à compter de la date de réception de la lettre de l'entrepreneur l'avisant de l'achèvement des travaux et des essais.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.

Aucune stipulation particulière.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.

Sans objet.

9-5. Documents fournis après exécution.

Les documents à fournir après exécution respecteront les dispositions contenues dans l'article 4-5. du présent C.C.A.P.

9-6. Délai de garantie.

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

9-7. Garanties particulières.

Sans objet.

9-8. Assurances.

Au moment de la remise de l'offre, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté, une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.

ARTICLE 10 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. (et du C.C.T.P.) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) C.C.A.G.

C.C.A.P. 3-4-4	déroge à l'article 10.4.4.
C.C.A.P. 4-2	déroge à l'article 19.2.3.
C.C.A.P. 4-3	déroge à l'article 20
C.C.A.P. 9-8	déroge à l'article 9

b) C.C.T.G. et C.P.C. travaux publics.

Néant.

c) Normes françaises homologuées.

Néant

Lu et approuvé

Ale

L'Entrepreneur